

(Suite de la page 18.)

» donner à une future initiative le nom de commission» car le terme peut «être associé aux termes «commission d'enquête» et «commission parlementaire»».

Pourtant, aux yeux du P. Xavier Dijon, jésuite, professeur à la faculté de droit de Namur, la rencontre organisée, sous l'égide de cette commission, par l'évêque entre la victime, gardant son anonymat, et son abuseur reconnaissant les faits est «la solution idéale, la plus humaine». «L'abus sexuel est une perversion extrêmement grave de la relation pastorale: il faut inverser cela en rétablissant une relation humaine», fait-il valoir, notant que pour beaucoup de victimes, «le plus important est la reconnaissance des souffrances subies» et l'assurance que l'autorité spirituelle empêchera toute récidive. «Évidemment, cette démarche est suspectée de vouloir cacher, camoufler. Mais pour moi, même devant la justice civile, la répression n'est pas toujours l'idéal. Le critère doit être la volonté de la victime et de ses proches.» Ces instances, destinées à faire prendre conscience à la «communauté ecclésiale» de la gravité du problème, ne présentent-elles pas l'inconvénient de favoriser ensuite les demandes d'indemnisation? «C'est une bonne question», répond le P. Dijon. Mais il faut distinguer le plan juridique et le plan moral. Sur le plan moral, ces commissions sont à ses yeux pleinement justifiées.

Dans un contexte certes différent, l'Église de France a choisi une autre option: celle de ne mettre en place

aucune instance de recueil ou de traitement national mais de tout renvoyer vers la justice. Une décision prise en 2000 alors qu'elle était secouée par deux procès, à Bordeaux et à Bayeux, dans lesquels l'évêque lui-même avait été condamné avec sursis pour non-dénonciation d'un prêtre pédophile. «Tous les juristes que j'ai sollicités m'ont mis en garde. Il ne nous appartient pas de déclarer si une plainte est prescrite, ni de mener une enquête qui pourrait être comprise comme une tentative d'étouffement de l'affaire», indique Mgr Bernard-Nicolas Aubertin, archevêque de Tours et président du Conseil pour les questions canoniques de la Conférence épiscopale. Résultat: selon la CEF, 51 prêtres sont actuellement mis en examen pour des faits de pédophilie, neuf en prison et 45 ont accompli leur peine, soit une centaine sur un total de 19640 prêtres. Cette procédure n'empêche-t-elle pas certaines victimes désireuses de conserver leur anonymat de se signaler? «C'est une question qui peut se poser», répond l'évêque, estimant toutefois que si les plaintes avaient dû affluer, elles l'auraient sans doute fait en 2000.

ANNE-BÉNÉDICTE HOFFNER
AVEC CÉLINE HOYEAU,
RAPHAËLE D'YVOIRE (à Bruxelles),
MICHEL VERRIER (à Berlin)

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Retrouvez le dossier
sur l'Église catholique
face à la pédophilie.

La Journée du migrant se penchera sur la famille humaine

Présentée hier à Paris, la 97^e Journée mondiale du migrant et du réfugié se tiendra dimanche dans toute la France

Le concept de la Journée mondiale du migrant – dont est célébrée dimanche la 97^e édition – pourrait paraître usé, fatigué. Pourtant, à en croire Mgr Bernard Podvin, porte-parole des évêques de France, l'actualité récente autour des Roms a montré que la parole des chrétiens était plus que jamais «attendue» sur ces questions. Et ce n'est sans doute pas un hasard si Benoît XVI appelle les communautés du monde entier à réfléchir sur le thème de la solidarité entre les peuples à l'heure de la mondialisation («Une seule famille humaine»).

«Ce sont les Églises locales qui sont appelées à accueillir les migrants».

Comme le rappelle Mgr Claude Schockert, responsable de la Pastorale des migrants pour la Conférence des évêques de France (CEF), «c'est une situation qui nous concerne tous, nous qui, dans l'histoire de nos régions de France, avons depuis de nombreuses décennies accueilli des Espagnols, des Polonais, des Portugais et depuis plusieurs années des Africains, des gens du monde arabe, musulmans

ou chrétiens». Or, fait-il valoir, cette exigence doit être sans cesse renouvelée. Il cite pour exemple l'accueil des étudiants étrangers, qui préoccupe l'épiscopat français.

Si la Journée du migrant demeure essentielle, complète le P. Bernard Fontaine, membre de l'équipe nationale, c'est parce que ce rendez-vous a énormément évolué depuis ses origines: «Au début du XX^e siècle, il s'agissait d'appeler chaque Église nationale à envoyer des prêtres pour accompagner les vagues de migrants, notamment italiens. La bascule a eu lieu dans les années 2000. Désormais ce sont les Églises locales qui sont appelées à accueillir les migrants.» Pour Mgr Schockert, «cet accueil n'est pas d'abord l'assimilation, mais la reconnaissance de ce qu'ils sont, de ce qu'ils apportent».

Laique engagée, Jaklin Pavilla remarque que depuis l'unification de la date de cette journée, en 2004, la plupart des diocèses jouent le jeu. «Cela va de rassemblements d'envergure à des initiatives plus modestes mais tout aussi pertinentes adressées aux fidèles.» En coulisses aussi, l'épiscopat reste vigilant sur les évolutions législatives, notamment le projet de loi Besson sur l'immigration. À ceux qui ont pu trouver l'Église «angélique et naïve» au moment des affaires de Roms, Jaklin Pavilla répond que cette journée est «une occasion de faire tomber les préjugés, sans nier les difficultés». Mgr Schockert estime que «la doctrine sociale de l'Église mérite d'être mieux connue dans la société... et chez les catholiques!»

FRANÇOIS-XAVIER MAIGRE



PORTRAIT

Un prier venu d'Algérie pour les dominicains



P. Jean-Paul Vesco
Nouveau prier des dominicains de la Province de France

Le cœur encore en Algérie, où il a vécu huit ans, le P. Jean-Paul Vesco compte bien se donner «à 100 %» à sa nouvelle charge.

La voix chargée d'émotion, le P. Jean-Paul Vesco dit éprouver des sentiments mêlés. Ce dominicain, qui vivait depuis huit ans à Tlemcen dans l'Est algérien, a été élu à la tête de la province de France (1) pour succéder au P. Bruno Cadoré, nouveau maître de l'ordre. La nouvelle fut aussi un choc pour lui. «J'ai appris mon élection alors que j'étais à Alger. Il a fallu quitter le pays, sans une affaire ni un au revoir. Je m'attendais à passer ma vie en Algérie: notre raison d'être dans ce pays, c'est de nous enraciner, et en un coup de téléphone, il fallait couper toutes ces racines.»

Pour autant, cet homme simple et chaleureux, réputé pour son attention aux autres, entend bien se donner «à 100 %» dans sa nouvelle charge. À Oran, ses fonctions de vicaire général, d'économiste et de supérieur de la petite communauté de dominicains l'amenaient à «soutenir et encourager» ses frères. «Ce sera la même vocation auprès de la Province de France.»

Province qu'il lui faudra apprendre à connaître – 330 frères

dans neuf pays – car depuis dix ans, il vivait à l'étranger. Après deux ans d'études bibliques à Jérusalem, le dominicain de 48 ans s'est installé en Algérie, répondant à l'appel de la Province de refonder une présence dominicaine après l'assassinat de Mgr Pierre Claverie en 1996. «Une vocation à l'intérieur de la vocation», commente-t-il.

Marqué par la figure de Charles de Foucauld, il a passé un an à Béni Abbès (premier ermitage du F. Charles), pour apprendre l'arabe. Puis il a été l'une des chevilles ouvrières des rencontres d'étudiants subsahariens, «Taizé à Tlemcen», et de la consécration de la cathédrale d'Oran. «Je retiens de cette période – et ce n'est pas de la naïveté – qu'il y a autant de manières d'être musulman que de musulmans, appuie-t-il. De nombreux amis ont un profond respect pour nous.»

Originaire de Lyon, deuxième de trois frères, Jean-Paul Vesco a été avocat avant d'entrer chez les dominicains. «Mon cabinet se trouvait au 223 rue du Faubourg-Saint-Honoré... Je ne pensais pas revenir dans le quartier», note-t-il avec humour. Le nouveau prier de la Province logera au couvent de l'Annonciation, au... 222 de la même rue.

CÉLINE HOYEAU

(1) La France compte deux provinces de dominicains, l'autre étant celle de Toulouse, dont le P. Gilbert Narcisse vient d'être réélu prier.

EN BREF

ŒCUMÉNISME

Semaine de prière de l'Alliance évangélique. L'Alliance évangélique organise cette semaine sa «Semaine universelle de prière évangélique» sur le thème «Unis dans la prière et dans l'action». Instaurée en 1846, celle-ci devance toujours de quelques jours la «Semaine de prière pour l'unité des chrétiens», organisée par le Conseil œcuménique des Églises et le Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, et qui se tiendra comme chaque année du 18 au 25 janvier.

CROATIE

Le Parlement décrète l'«Année Boskovic» pour les 300 ans de la naissance du grand jésuite et savant, le P. Rudjer Boskovic. Inventeur de la lunette achromatique et précurseur de l'atomisme moderne, ce jésuite fut chargé par le pape de plusieurs missions scientifiques et diplomatiques. Il consolida notamment la coupole de la basilique Saint-Pierre de Rome. Pour les jésuites, l'«Année Boskovic» sera l'occasion de «promouvoir leur mission et de susciter de nouvelles vocations dans les institutions universitaires et éducatives».

RECTIFICATIF

Dans notre édition d'hier, la photo de Mgr Frédéric Etsou Nzabi Bamungwabi, ancien archevêque de Kinshasa (République démocratique du Congo) a été publiée par erreur, à la place de celle de son successeur, le cardinal Laurent Monsengwo.

(Publicité)



Une Auberge de jeunesse chrétienne en plein cœur du VIII^e arrondissement de Paris

Plus qu'un lieu d'accueil, un lieu d'échange et de partage à l'initiative de la congrégation des Assomptionnistes.

Devenez bénévoles ! Soutenez le projet Adveniat Rejoignez les amis de l'Auberge

www.adveniat-paris.org



10, rue François 1^{er} - 75008 Paris
Tél : 06 79 74 70 60
adveniat@assomption.org